hison, ne pourrais-je dire, bien qu'il n'ait pas un seul mot de blâme contre M. Holt, ou contre lord Northcliffe; contre M. Carson, qui sont, jusqu'à un certain point responsables de la présente guerre, vu l'attitude qu'ils ont prise? M. Peterson est donc injuste en blâmant M. Bourassa, puisqu'il n'est pas disposé à blâmer M. Holt dont les paroles vont dix fois plus loin que M. Bourassa.

En citant le rapport de l'entrevue donnée par M. Holt, je ne veux pas qu'il soit compris, cependant, que je considère les opinions qu'il renferme comme étant entièrement bien fondées. Je ne connais rien des faits rapportés par M. Holt; mais je me sers de son exposé pour démontrer jusqu'à quel point on est injuste de blâmer d'autres hommes, particulièrement des canadiens français, ayant peut-être des opinions moins exagérées, moins violentes que celles de M. Holt publiées dans la "Gazette".

Puis, dans l'Ontario, on a dit que les canadiens français qui réclamaient leurs droits dans cette province ont recours à une espèce de chantage en disant qu'ils ne participeront pas à la présente guerre si leur droit à leurs écoles bilingues n'est pas protégé. J'ai lu cela dans un journal de l'Ontario. Eh bien! cette assertion est entièrement inexacte. Un contrat est toujours une convention entre deux parties, et l'une des deux parties peut dire: "Désirez-vous faire telle chose en votre faveur? Si vous le désirez, vous devez vous montrer juste, et commencer par me rendre justice." Qu'avons nous vu en Angleterre lorsque la question du "Home Rule" se trouvait soumise au parlement? M. Carson était prêt alors à provoquer une guerre civile pour empêcher l'adoption de la loi du "Home Rule".

L'honorable M. CLORAN: Il n'était pas seulement prêt. Il l'a réellement provoquée.

L'honorable M. CHOQUETTE: Il a acheté des canons en Allemagne et fait une organisation destinée à combattre le "Home Rule".

L'honorable M. CLORAN: Pour combattre le roi.

L'honorable M. CHOQUETTE: Pour combattre le roi, lorsque le roi était prêt à signer la loi du "Home Rule". Comment se fait-il que l'Angleterre n'a rien fait, dans cette circonstance, contre M. Carson? Comment se fait-il que le général French fut chargé du commandement des troupes

[L'honorable M. CHOQUETTE.]

anglaises envoyées en Irlande, où il ne fit qu'un misérable fiasco? Le général French est l'homme qui écrit des lettres à M. Carson lui disant que si la guerre civile éclatait en Irlande, les troupes anglaises ne seraient pas appelées à faire feu sur les soldats de Carson. Le général French est justement l'un de ceux auxquels M. Holt fait allusion. Mais il y a maintenant un autre bill devant la chambre des communes anglaise. Elle est appelée à voter une loi de conscription. Quelle a été la condition imposée au gouvernement—ou plutôt, quelles ont été les négociations entre le peuple Irlandais et le gouvernement? Les nationalistes Irlandais étaient opposés à la conscription; mais ils ont dit: "Nous permettrons que le bill soit adopté si vous excluez l'Irlande de son application, etc." Telle est la négociation, et l'on ne nous dit pas qu'il y ait eu du chantage dans cette condition. Dans la province de Québec il y a des hommes qui disent à Ontario: "Vous foulez aux pieds la constitution pour priver les canadiens français de l'Ontario de leurs droits, de leur liberté, de leur langue maternelle, et, avant de nous demander une faveur, le moins que vous puissiez faire est de rendre justice sur ce point à vos concitoyens d'origine française."

Je dois, en passant, féliciter l'honorable Président du Sénat pour l'attitude qu'il a prise sur cette question; je dois aussi des félicitations à mon honorable ami, l'honorable M. Belcourt, d'Ottawa, pour l'attitude qu'il a prise sur la même question en se plaçant d'abord au point de vue de la constitution, ou au point de vue légal, et aussi en cédant aux impulsions données par ses sympathies pour ses compatriotes d'origine française d'Ontario. D'un autre côté, je proteste contre l'expression "marché" employée par quelques journaux de Toronto, qui disent que l'attitude à laquelle je viens de faire allusion est un "marché", une tentative de chantage. N'ai-je pas le droit de dire à un homme qui me demande une faveur: "Je veux bien vous aider; mais le moins que vous puissiez faire en retour c'est de ne pas fouler aux pieds mes droits et de me rendre justice."

L'honorable M. DAVID: Qu'est-ce que l'Angleterre et la France ont à faire avec notre question scolaire?

L'honorable M. CHOQUETTE: La question sur laquelle je parle présentement est la question de l'enrôlement dans la province de Québec. Je n'ai pas dit un seul mot relativement à la France. J'étais